

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ArcelorMittal France - Train à chaud**

17, avenue des Tilleuls  
57190 Florange

Références : SEREMANGE-ERZANGE\_AMF-TAC\_2025-09-03\_RAPVI\_LEGIO\_VK\_02009  
Code AIOT : 0006201887

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement ArcelorMittal France - Train à chaud implanté Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 27/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ArcelorMittal France - Train à chaud
- Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié autorisant la société SOLLAC (devenue ArcelorMittal France) à poursuivre l'exploitation de son train à chaud situé sur le territoire des communes d'Hayange et de Serémange.

Le fonctionnement des 5 installations de refroidissement en fonctionnement sur le site est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Procédure en cas de dépassement s ponctuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personnes référentes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)	Sans objet
2	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)	Sans objet
3	Procédure particulière en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)	Sans objet
5	Tableau de suivi des dérives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.c (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 3 septembre 2025 a mis en évidence la nécessité d'une action corrective relative au contenu de la procédure en cas de dépassement ponctuel de la concentration en légionelles supérieur à 1 000 UFC/L et inférieur à 100 000 UFC/L. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 2 mois les justificatifs relatifs à ce constat.

Les autres points contrôlés n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Personnes référentes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une note interne d'organisation désignant les personnes référentes pour les installations. Deux personnes référentes pour les installations sont désignées par l'exploitant. Elles ont été formées aux risques légionelles au niveau 2 le 27 mai 2024. Les personnes référentes pour les installations étaient présentes lors de la visite d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Traitement préventif

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>[...]</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>[...]</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

La gestion des circuits de refroidissement, notamment la gestion du traitement préventif de l'eau, est assurée par un prestataire.

L'exploitant a présenté pour chaque circuit de refroidissement une fiche de stratégie de traitement préventif qui justifie le traitement préventif déployé.

La stratégie de traitement préventif est :

- circuit A : traitement oxydant continu par bromation (javel + brome) ;
- circuit Nord : traitement oxydant continu par javellisation ;
- circuit C : traitement oxydant continu par bromation (javel + brome) ;
- circuit FAB 1 : traitement oxydant continu par javellisation ;
- circuit FAB 2 : traitement oxydant continu par javellisation et traitement non oxydant par chocs hebdomadaires (Nalco 2510).

Aucun traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu n'est réalisé.

Par courrier du 2 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de la modification de la stratégie de traitement sur le circuit de refroidissement FAB 2. Il s'agit d'une modification du produit non oxydant utilisé en traitement par chocs hebdomadaire ; le produit NALCO 2510 sera remplacé par le produit NALCO 74833. L'exploitant prévoit :

- la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L ;
- la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

Par sondage, l'inspection a vérifié pour le circuit C, qui présente la consommation en produits biocides la plus importante, la stratégie de suivi des stocks de biocide. L'exploitant dispose d'une cuve de 40 m3 de produit biocide oxydant, qui alimente les circuits A et C. La consommation journalière de produit biocide est de 2 à 3 T/jours ; le stockage permet une autonomie d'environ 15 jours. Le suivi du niveau de produit biocide dans la cuve est réalisé chaque lundi et mercredi. Le niveau dans la cuve est consigné dans un registre de suivi papier. Vu le registre de suivi papier du niveau de produit biocide dans la cuve de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Procédure particulière en cas de dépassement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

[...]

En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

[...]

**Constats :**

Par sondage, l'inspection a vérifié, pour l'installation FAB 2, que chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* fait l'objet d'une procédure

particulière L'exploitant a présenté les procédures particulières mises en œuvre dans le cas d'un dépassement de la concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieur à 100 000 UFC/L et dans le cas d'un dépassement de la concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieur ou égal à 1 000 UFC/L et inférieur à 100 000 UFC/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Procédure en cas de dépassements ponctuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L. [...] a) Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection a vérifié, pour l'installation FAB 2, le contenu de la procédure particulière pour les situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila supérieur à 1 000 UFC/L et inférieur à 100 000 UFC/L La procédure établie par l'exploitant préconise une analyse de la concentration mesurée en Legionella pneumophila dans les 2 semaines consécutives au dépassement. La prescription contrôlée n'est pas conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de modifier la procédure, en indiquant un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport aux actions curatives et correctives pour la réalisation de la nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila, conformément à l'article 26.II.2.a de l'arrêté ministériel susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Tableau de suivi des dérives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.c (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionnelle
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>[...]</p> <p>c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant consigne dans un tableau de suivi des dérives les dépassements des concentrations mesurées en <i>Legionella pneumophila</i> supérieurs ou égaux à 1 000 UFC/L et inférieurs à 100 000 UFC/L. Vu le tableau de suivi des dérives complété pour janvier - août 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>